



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 27 juin 2017**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2017 – 94      GESTION DE LA DETTE**  
**ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES**  
**ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 20 juin 2017, s'est réuni le mardi 27 juin 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

**PRESENTS** : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Guillaume MELOT, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

**PART EN COURS DE SEANCE** :

Madame Valérie COPIN (prend part aux délibérations N°93 à N° 136)  
Monsieur Cyril DAUPHOUD (prend part aux délibérations N°93 à N° 137)  
Madame Brigitte VIDAL (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)

**ABSENTS EXCUSES** :

- Madame Patricia ROBIN
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Pascal PELLEGRINO

- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Chems SALLAH
- Madame Stéphanie MANDREA
- Madame Mekia Noura ADDAD

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Murièle CHABERT (prend part aux délibérations N°107 à N°150)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°98 à N°150)

PROCURATION :

- Madame Patricia ROBIN à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Valérie COPIN à Monsieur Ali AMRANE
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Monsieur Guillaume MELOT
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Mélanie ZARRILLO-GROS
- Madame Brigitte VIDAL à Monsieur Philippe BONELLI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Annie DUVAL
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Valérie DAVID
- Madame Murièle CHABERT à Monsieur Franck BARBEY
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Chems SALLAH à Monsieur Serge PERCHERON
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Madame Stéphanie MANDREA à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur Guillaume MELOT est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mars 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- |                   |  |
|-------------------|--|
| <b>2017 - 109</b> | <b>PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT<br/>CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE<br/>REAMENAGEMENT DE L'EMPRUNT BANCAIRE DE 5 MILLIONS D'EUROS AUPRES DU<br/>CREDIT AGRICOLE<br/>GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE</b> |
| <b>2017 - 124</b> | <b>VENTE D'UNE PARCELLE COMMUNALE QUARTIER ST ANTOINE<br/>AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE</b>  |

Questions diverses :

/

DU 27 JUIN 2017

**GESTION DE LA DETTE  
ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES  
ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la gestion de la dette, le cahier des procédures générales de la gestion de dette et les règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales, adoptés lors du conseil municipal du 28 juin 2016, doivent être soumis chaque année au conseil municipal.

INCIDENCE FINANCIERE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	/	/

Monsieur le Maire expose :

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissement.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales.

Il comprend de plus, des produits complexes, pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation clairs et éprouvés sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette, dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

Lors du conseil municipal du 28 juin 2016, ont été adoptés le cahier des procédures générales de gestion de dette et les règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales. Ce cahier est soumis chaque année à l'approbation du conseil municipal, ainsi que les orientations et paramètres des règles de gestion de dette. Les axes de gestion 2017 ont été ajustés par rapport à 2016 à la lumière des anticipations économiques et des prévisions de taux qui en découlent.

Par ailleurs, le rapport annuel 2016 vous est annexé, dressant le bilan des opérations réalisées, mais également les perspectives de règles de gestion à appliquer dorénavant pour poursuivre les améliorations déjà constatées.

En conséquence,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21 à 2122-23,

Vu le Code Monétaire et Financier article 211-1 Il notamment,

Vu la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,

Vu la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

Vu la circulaire interministérielle NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

Vu la loi n° 2013-672 du 23 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires,

Vu le décret n° 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours,

Vu la convention cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme,

Vu la directive MIF concernant les marchés d'instruments financiers,

Vu la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales (CBC) dite charte GISSLER, signée le 7 décembre 2009,

La Commission Optimisation et Performance des Moyens et Ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 13 juin 2017,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** le cahier des procédures générales tel que joint à la présente délibération.

Ce document précise notamment :

- l'organisation de la gestion de la dette,
- les principes de gestion de la dette : Financements à long terme  
Risque de taux  
Financements à court terme  
Risque de contrepartie bancaire

Le cahier est soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

En complément de ces procédures,

- **ADOPTER** les orientations et les paramètres de gestion précisés dans le cahier de définition stratégique de la gestion de dette et des règles de gestion tel que joint à la présente délibération.

Ces orientations et paramètres sont revus et adoptés annuellement par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.